

Effondrement ou résilience : pourquoi le local est-il la bonne échelle d'action ?

C'est précisément à cette question qu'Alexandre Boisson et André-Jacques Holbecq apportent une réponse sous forme de guide à l'intention principale, mais pas unique, des maires dans l'ouvrage édité en France par Yves Michel, un des rares éditeurs à l'origine voici plus de 10 ans de la charte des éditeurs écolo-compatible. En effet, dans *Face à l'effondrement, si j'étais maire ? Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience (2019)*, on va au-delà de la littérature qui s'est développée ces dernières décennies sur la « territorialisation de l'action publique », autrement dit une certaine adaptation de cette dernière à –enfin!– la réalité locale, ceci essentiellement pour des raisons d'efficience après des décennies, pour ne pas dire des siècles d'intervention étatique verticale. Pourquoi est-on au-delà ? Parce qu'à la différence de la posture de chercheur où il est de bon ton d'avoir l'air de ne pas adopter une posture militante, les auteurs qui eux ne sont pas de ce sérail adoptent au contraire ouvertement cette posture. Certainement parce qu'il s'agit pour eux de s'affirmer comme experts et d'intervenir à ce titre auprès des collectivités locales qui, face à un réel changement de paradigme aussi nécessaire que globalement impensé, peuvent se trouver démunies. Certainement aussi en fonction de leur parcours original puisque l'un des deux provient davantage de l'univers de la sécurité stricto sensu puisqu'il a fait partie du Groupe de sécurité du Président de la République. D'où une certaine sensibilité à la notion de risque, à son évaluation et à la recherche de solutions pragmatiques. L'urgence à agir marque de fait cet ouvrage d'environ 150 pages, maniable et facile d'accès, cela aussi sans doute parce que les auteurs sont convaincus de l'imminence de l'effondrement.

Vous allez me dire : bah, encore l'effondrement ! On en a assez de mauvaises nouvelles et en plus c'est faux, c'est trop catastrophiste. Ce à quoi on pourrait tout aussi bien répondre –et ça peut durer longtemps, or on n'a plus le temps, c'est juste le petit problème– : certes la perspective de l'effondrement n'est pas des plus joyeuses. Mais d'un autre côté cela fait longtemps que l'on savait ce mode de développement non durable; encore cette semaine Total est confirmé comme le sachant dès... 1971. Sans parler de tous les rapports et autres réunions au niveau mondial. Donc en clair on avait largement les moyens et le temps, à l'époque, de rendre ce monde meilleur et rien de substantiel n'a été fait en ce sens. C'est même le contraire et c'est justement pour cela qu'advient maintenant la perspective d'un effondrement. Ensuite, certes il ne s'agit pas vraiment d'une bonne nouvelle mais d'un autre côté quand vous avez une crise aiguë de je sais pas quoi type, dans les moins graves, appendicite aiguë, vous n'allez pas chipoter et regretter une intervention chirurgicale. Or là, on en est là même si, et c'est bien le problème, le manque –du moins pour l'instant– de vision

globale du phénomène et l'illusion de se sentir non concerné crée un voile de cécité conduisant au déni, donc à l'inaction généralisée. Car au-delà de tout catastrophisme, les auteurs pointent bien l'artificialité et la vulnérabilité à la fois de nos croyances, de nos modes de vie et du système sur lequel il repose, qu'ils entretiennent aussi. L'argument marquant reste la croissance de la population urbaine et l'incapacité proportionnelle des villes à pourvoir aux besoins essentiels de leur population. C'est déjà grave en soi mais comme tout le système économique, du local au global, est organisé autour des villes, à commencer par la nécessité de nourrir toutes ces bouches, cela signifie que tous les territoires -hinterlands et pour parler vite « campagnes »- sont vulnérabilisés. La bonne vieille théorie centre-périphérie, si critiquée dans les années 60 car soi-disant trop inspirée de Marx et base idéologique de bien des combats anticoloniaux, s'avère d'une redoutable pertinence pour appréhender ce phénomène de domination urbaine qui conduit finalement à la perte d'autonomie de tous sur des chapitres vitaux. Tant intimement que comme citoyen, tant à l'échelle individuelle que collective, il prévaut une véritable dépossession qui se traduit de multiples manières aussi graves les une que les autres : sentiment d'impuissance voire de non-sens de l'existence, pertes des terres vendues en France à des acteurs souvent étrangers sans droit de regard sur leur avenir, perte de savoirs et de savoir-faire, bref totale aliénation. A part ça, Marx est mort et bien mort et la vision marxienne est jetée avec l'eau du bain marxiste.

Ces mécanismes sont connus et dénoncés depuis maintenant longtemps. Sans réel succès et le mode de gestion actuel de la crise sanitaire, on ne peut plus vertical et ce sans aucun complexe, ne fait que renforcer une cruelle inquiétude à ce sujet. Dans ces conditions, la perspective d'un effondrement proche peut être vue -enfin et tant pis- comme une opportunité pour donner un bon coup de pied dans une bien drôle fourmilière. A ce propos, les auteurs prennent soin et ils ont sans doute raison de distinguer leur démarche de celle des survivalistes qui se préparent plus à titre individuel au pire. Là, on est clairement plus dans le stage de survie mais dans une optique collective, où il y a encore foi dans la possibilité de sauver le collectif et même de se sauver par un réempowerment du collectif via le local institutionnel (les maires) et les mobilisations citoyennes. Cela sans doute par attachement à certaines valeurs mais aussi, très concrètement, pour éviter un chaos sous forme de guerre civile. Car telle est la menace et bien naïf serait désormais qui pourrait la nier tant on voit déjà les tensions vives quand des Parisiens, par exemple, décident suite à « l'enfer des confinements », de se « mettre au vert » et d'acheter « en région ». Les prix du foncier ne cessent d'augmenter dans un contexte où les postes de dépense de base -je pense principalement au coût de l'énergie : électricité, gaz, essence- font de même. Du coup, des problématiques déjà connues sur des territoires comme par exemple les stations de ski ou les stations balnéaires, à savoir des prix devenant hors de portée pour les habitants du coin qui ne savent littéralement plus où se mettre, ces problématiques gagnent petit à

petit tout le territoire national et on a encore vu récemment des levées de bouclier en région bordelaise, dans le Pays basque, et pas seulement sur la côte. On imagine si du jour au lendemain tous ces territoires engorgés par des afflux de population et déjà peu autonomes devaient répondre aux besoins essentiels de cette population. Il est fort à parier que peu de solidarité se ferait jour et chacun tenterait de sauver sa peau assez médiocrement comme une série justement nommée L'effondrement l'a mis en scène l'année dernière.

Afin d'éviter ce chaos qui conduirait à une bien navrante évolution alors que nous sommes certainement capables de mieux, beaucoup mieux, ce guide pointe tout une panoplie de solutions à mettre en œuvre. Après avoir rappelé une définition de l'effondrement (« situation dans laquelle les besoins de base comme l'eau, l'alimentation, le logement, l'habillement, le chauffage, l'énergie, les soins de santé, la mobilité, la sécurité et l'hygiène, ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi, pendant un temps significativement suffisant pour amener le chaos dans un ou plusieurs pays », p.17) et passé en revue ses causes principales (financière et donc économique car la finance virtuelle et plus ou moins saine a pris le pas sur l'économie réelle, concrète et donc moins opaque), les solutions sont abordées finalement selon un degré d'urgence. En fait c'est faux car tout est urgent mais en la matière il y a quand même urgent et urgent et mobiliser vite les leviers d'action. Un premier chapitre intitulé « Que faire ? » met de manière originale et assez pertinente ce que chacun, à son échelle individuelle ou familiale, peut et même doit faire pour se préparer. L'accent est bien sûr mis sur des réserves afin d'avoir par exemple un minimum d'autonomie alimentaire si les transports venaient à être interrompus et ainsi cassées les chaînes d'approvisionnement actuelles organisées en flux tendu. Comment ne pas penser aux Anciens, il n'y a encore pas si longtemps, qui avaient cette sagesse et qui s'évertuaient justement à conserver les aliments de leur jardin ? Rien de révolutionnaire et rien de paranoïaque dans cette démarche ; on pourrait même tendre le miroir aux décideurs économiques et politiques qui ont mené le monde là où il en est aujourd'hui et se poser, enfin plutôt leur poser la question de leur absence de sagesse au sens d'éthique, d'esprit de responsabilité et donc de prévoyance. A un moment donné, effondrement ou pas, certaines vérités sont bonnes à dire et force est de constater que leur bilan peu glorieux contraste avec une arrogance devenue insupportable. Mais derrière cette reprise en main de soi par soi-même à la « faveur » de la préparation à l'effondrement, il y a bien cette réappropriation de soi comme fondement de toute transition collective. Les mouvements de libération, noirs-américains aux Etats-Unis ou féminismes pour ne citer qu'eux, ont assez enseigné ce préalable donc là encore rien de révolutionnaire ni de paranoïaque, c'est juste une autre vision du monde qui commence là, avec soi. Cela explique d'ailleurs, entre parenthèses ou plutôt entre virgules, la connexion qu'il peut y avoir parfois entre développement personnel et transition

écologique. Au-delà des moqueries injustifiées et de certains dérapages vers un flou dont on n'a certainement pas besoin en ce moment, c'est bien parce que les deux sont liés. Rien de révolutionnaire ni... enfin si quelque chose de révolutionnaire là-dedans puisqu'on voit mal comment un changement de paradigme, à savoir sortir de la prédation et vraiment évoluer pour s'habiter pleinement, pourrait se faire à moitié. Bien sûr qu'il s'agit de sortir du sectoriel dicté par une vision technocratique et économique du monde et bien sûr se penser comme distinct donc supérieur donc autorisé à se servir sans réciprocité est une vision périmée. Et donc bien sûr ce raisonnement s'applique de soi comme plus petite échelle au monde entier et donc aux organisations internationales type ONU de même qu'aux mouvements transnationaux type ONG.

Ainsi, chacun peut à la fois se préparer et contribuer à la préparation de l'effondrement en poussant les maires dans cette direction. Il s'agit d'abord de faire un usage plein des pouvoirs qu'ils détiennent déjà, à commencer par le Plan communal de sauvegarde et le document d'information communal sur les risques majeurs. En principe, il n'y a pas de problème pour bien vérifier la validité de ces outils de base, on peut en avoir connaissance et on devrait même en avoir connaissance au cas où. La limite de ces outils est qu'ils ne prennent en compte que les risques étiquetés comme tels, c'est-à-dire, la base de la base, genre si tu vis à côté d'une centrale nucléaire, que se passe-t-il en cas d'accident ? T'inquiète, la Mairie distribuera fissa des petites pastilles d'iode. Ah ok, super, ça va alors, on est en totale sécurité. Sujet délicat et on comprend que les maires soient pris entre le feu d'informer pour se tenir prêts et ne pas trop alarmer... donc finalement déjà et souvent trop peu communiquer sur ces sujets certes chauds mais excusez : de base et nous concernant au premier chef. Qui n'a pas en tête le nuage de Tchernobyl qui se serait par miracle arrêté aux frontières de l'Hexagone et alors comment expliquer, rien que ça, qu'on en ait trouvé des traces sur du thym en Provence ? Si on veut grandir, il va falloir arrêter avec ces mensonges et ces mauvais enfantillages car aujourd'hui ce n'est plus possible. Une action majeure se situe par ailleurs dans l'amélioration de l'indice de résilience de la commune, un peu la question qui tue car vous vous imaginez prendre rendez-vous avec votre maire et lui poser la question de quoi, de que, de si quelque chose se passe et de toute façon il faut que quelque chose se passe parce que déjà on ne vit pas si bien et on voit bien que relocaliser, biologiser, c'est bénéfique pour une vraie dynamique locale, des emplois, moins de pollution liée aux transports, des territoires non plus supports mais redevenus vivants... bref, vous vous voyez vous pointer en mairie et demander où en est l'indice de résilience, à commencer par celui d'autonomie alimentaire (3 petits jours pour Paris, c'est ridicule, totalement ridicule et pitoyable) de la commune ? Dur dur ! Et pourtant il va bien falloir car la prise de conscience et l'action publique ne se font pas toujours spontanément. C'est sûr, avant il faudra vous documenter et arriver

avec une liste bien claire qui passera en revue tous les leviers et c'est là que l'on peut voir ce manuel, en apparence seulement, catastrophiste comme un coup de boost pour développer un minimum de sécurité alimentaire. J'emploie volontairement ce terme car il est finalement à la croisée du concept d'écorégion développé par Emmanuel Bailly et du constat dressé plus récemment par Stéphane Linou selon lequel : « La résilience alimentaire , c'est-à-dire notre capacité à faire face à une pénurie alimentaire, est une question de sécurité nationale. Aujourd'hui, même les campagnes ne sont plus autonomes en matière d'alimentation. Tout dépend des transports, car les enseignes d'alimentation privées n'ont que trois jours de stock. A l'heure où tout est interconnecté, qu'arriverait-il en cas de cyber-attaque, par exemple, visant les approvisionnements ? Ou si un pays producteur décidait de moins produire ? » (p.54). Ce qui se passerait ? Eh bien ce qui se passe déjà et depuis des décennies par exemple pour le pétrole, c'est-à-dire pour votre propre voiture individuelle mais aussi pour le tracteur de l'agriculteur qui tant bien que mal maintient son activité : les prix augmenteraient et les individus seraient encore en première ligne pour essuyer les pots cassés. Ça, c'est dans le meilleur des cas, celui qui vous énerve un peu et beaucoup à force et qui vous mine, vous désespère, peut faire que vous ne votiez plus ou que vous choisissiez d'autres voies que l'on taxera forcément de radicales etc... ok, on connaît la chanson, sauf que la situation n'a toujours pas été substantiellement redressée et que ça c'est pour l'instant le moins pire. Mais s'il y a vraiment pénurie – et la fermeture des frontières avec la pandémie ou parfois de petites frictions avec pourtant des « amis » frontaliers au sujet des migrants devraient nous alerter sur le caractère illusoire d'aller et venir librement, constat amer pour une génération comme la mienne à qui l'Europe a été « vendue » pour ce mérite unique, certes effectif un temps mais certainement pas contrebalancé par le développement d'une Europe vraiment démocratique, sociale, solidaire et écologique-, donc quid en cas de pénurie ? On s'entretue tous direct pour un petit bout de gras de truie inséminée, qui n'aura jamais vu ni le jour ni une litière digne de ce nom de toute sa courte et merdique vie ? C'est possible. Ou alors on agit. Encore une fois, (se) préparer à l'effondrement peut-être un boost pour (se) speeder, en français actuel dans le texte. Moi je n'y vois aucun inconvénient pourvu que quelque chose de positif se passe enfin et que tout soit fait, notamment, pour que de nouveaux bassins économiques soient établis en zone rurale, qu'on récupère un potentiel perdu et, surtout, que les villes arrêtent de grossir sans pouvoir se prendre en charge.

Rien que sur le chapitre de l'alimentation, si lié à la survie mais aussi à une meilleure alimentation dont tout le monde s'accorde aujourd'hui sur le fait que ce devrait être une priorité pour des objectifs de santé, la liste est longue des items à régler. Parmi ceux-ci, on peut citer et donc penser, se remettre ou se mettre à penser à l'échelle communale et pour toutes les saisons:

le stock de semences

le stockage des productions

l'alimentation du petit élevage, même si l'idéal est de lever le pied sur la viande pour divers motifs.

... ce qui suppose que chacun puisse et sache produire et que des agriculteurs dont on ne peut se passer vu le volume et la nature des besoins disposent de tous les moyens pour produire, vaste sujet et là encore des outils existent aujourd'hui pour par exemple installer des maraîchers en milieu urbain mais la volonté, elle, n'est pas toujours au rendez-vous. De même pour permettre que, littéralement, chacun puisse cultiver son jardin. Les annexes fournissent d'ailleurs d'utiles focus sur d'une part la tenue d'un potager familial ou la culture du lupin qui, présentant des avantages protéiniques, permettrait de limiter notre dépendance actuelle au soja importé.

En définitive, ce livre ramassé a le mérite de proposer un panorama de ce qu'il est souhaitable et possible de faire. Bibliographie et sitographie concourent à la fin à une invitation à aller plus loin, à rebondir de livre en site pour se faire une idée et creuser un sujet précis afin d'agir concrètement. A mes yeux, son mérite principal et celui des éditions qui le rendent public est bien de concourir à se réapproprier un agenda politique et médiatique confisqué par une minorité totalement déconnectée pour ne pas dire toxique, bien incapable d'assurer elle-même la satisfaction de ses besoins quotidiens. Cruel déficit de légitimité qui n'a pas l'air de l'émouvoir, un peu en mode « Plus c'est gros, plus ça passe ». Et effectivement « ça » passe pas mal jusqu'ici pour eux et au train où ça va, on peut se demander jusqu'où. Mais assez d'aigreur, même au vinaigre de cidre bio et local : tous à vos fourches et à vos arbres, chères citoyennes, chers citoyens ! (n'ayez crainte, je fais tout cela gratuitement et je ne me présente pas, moi;))

Yolaine de LocoBio,
Octobre 2021